

RCS : BOBIGNY
Code greffe : 9301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 03343
Numéro SIREN : 828 753 806
Nom ou dénomination : Energie Verte de Val d'Europe

Ce dépôt a été enregistré le 10/08/2022 sous le numéro de dépôt 24241

24247

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE
DU 08 JUIN 2022**

L'an deux mille vingt-deux,
Le huit juin,
A treize heures trente,

La société CORIANCE, Société par Actions Simplifiée au capital de 61 000 000 euros, dont le siège social est situé au 10, Allée Bienvenue Immeuble Horizon I à Noisy-le-Grand (93160), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 412 561 706, actionnaire unique de la Société (ci-après « l'**Actionnaire Unique** »),

Après avoir pris connaissance des documents suivants qui lui ont été adressés dans les délais légaux :

- les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- la copie de la convocation adressée au Commissaire aux comptes ;
- le rapport de gestion du Président ;
- le rapport du Commissaire aux comptes ;
- le texte des résolutions proposées à l'Actionnaire Unique ;
- le projet de modification des statuts.

A pris les décisions ci-après, relatives à l'ordre du jour suivant :

- Examen du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et quitus au Président ;
- Affectation du résultat de l'exercice ;
- Conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce ;
- Modification de l'article 20 des statuts de la Société ;
- Pouvoirs pour formalités.

La société PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit, commissaire aux comptes de la Société, régulièrement convoquée, est absente et excusée.

1. APPROBATION DES COMPTES CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

L'Actionnaire Unique, connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports lesquels font apparaître un bénéfice de 28 377,88 euros.

L'Actionnaire Unique constate, conformément à l'article 223 quater du Code Général des Impôts, qu'aucune somme n'a été enregistrée au titre des dépenses ou charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, l'Actionnaire Unique donne quitus au Président pour sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

2. AFFECTATION DU RESULTAT

L'Actionnaire Unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 de 28 377,88 euros intégralement au poste de « report à nouveau » qui passera de 452 121,33 euros à 480 499,21 euros.

A l'issue de cette affectation, les capitaux propres ressortent à hauteur de 1 478 585,62 euros pour un capital social de 150 000 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Actionnaire Unique prend acte qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes depuis la constitution de la Société :

Exercice	Montant distribué (par action)	Réfaction 40% (art. 158-3-2 CGI)
31/12/2020	Néant	-
31/12/2019	Néant	-
31/12/2018	1,77 euro	Non éligible

3. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.227-10 DU CODE DE COMMERCE

L'Actionnaire Unique, en application de l'article L.227-10 du Code de commerce, prend acte qu'aucune convention relevant de ces dispositions n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

4. MODIFICATIONS DE L'ARTICLE 20 DES STATUTS DE LA SOCIETE

L'Actionnaire Unique, connaissance prise du rapport du Président, décide de modifier l'article 20 des statuts afin de dispenser la Société de l'obligation d'établir un rapport de gestion lorsqu'elle répond à la définition des petites entreprises au sens des articles L.123-16 et D.123-200, 2° du Code de commerce, comme suit :

« Article 20 - Etablissement et approbation des comptes annuels »

Le Président dresse l'inventaire des différents éléments de l'actif et du passif existant à la clôture de l'exercice et établit les comptes annuels de l'exercice (comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe).

Conformément à l'article L.232-1 du Code de commerce, lorsque la Société est une petite entreprise au sens des articles L.123-16 et D.123-200, 2° du Code de commerce, elle est dispensée de l'obligation d'établir un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, le ou les associés doivent statuer sur l'approbation des comptes annuels, au vu des rapports du ou des commissaires aux comptes et le cas échéant, du rapport de gestion relatif à la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture et la date à laquelle il est établi. Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires ».

Le reste de l'article 20 demeurera inchangé.

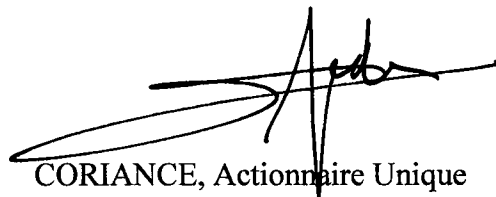
5. POUVOIRS POUR FORMALITES

L'Actionnaire Unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

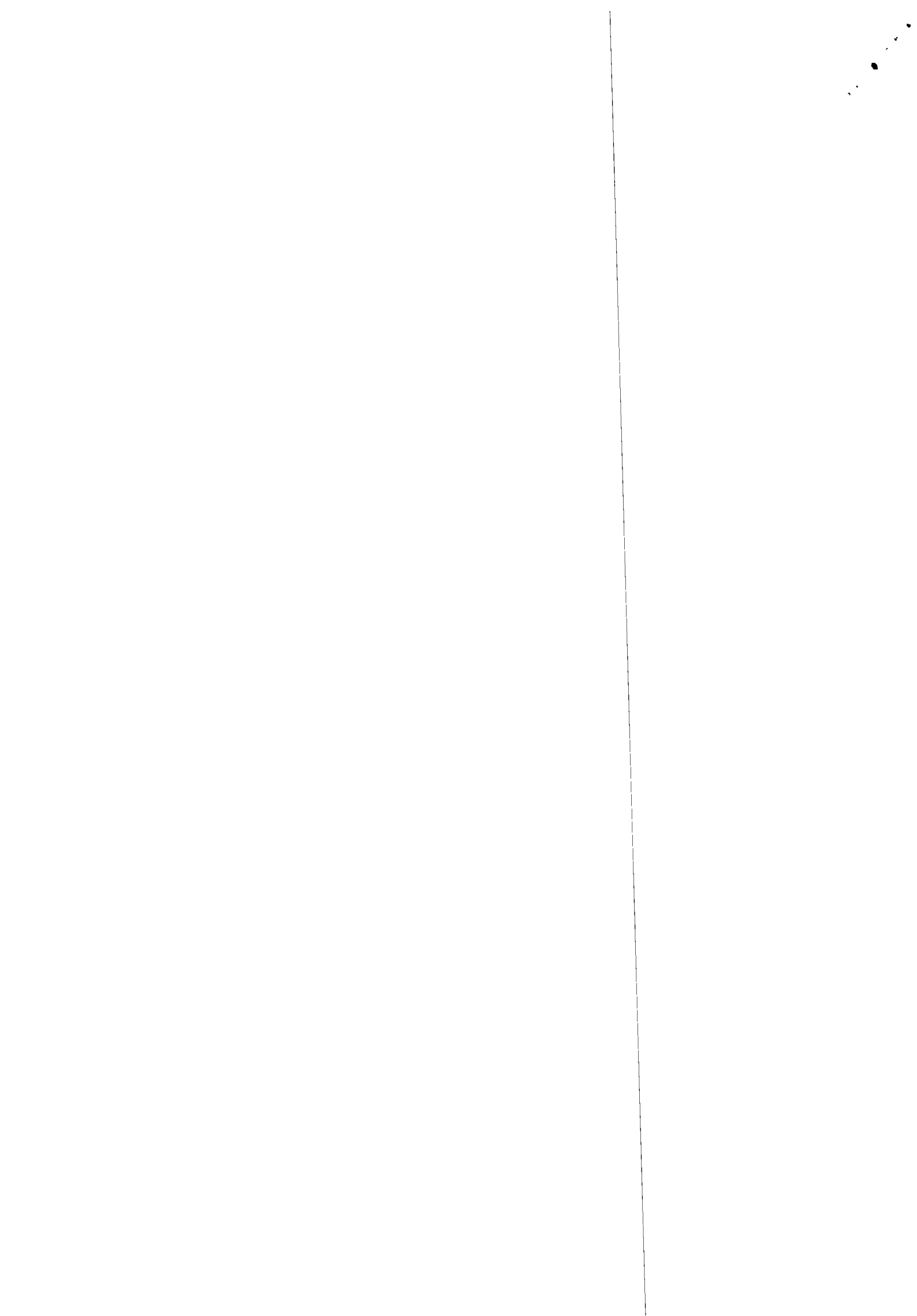
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Actionnaire Unique et par le Président et sera consigné sur le registre des décisions.

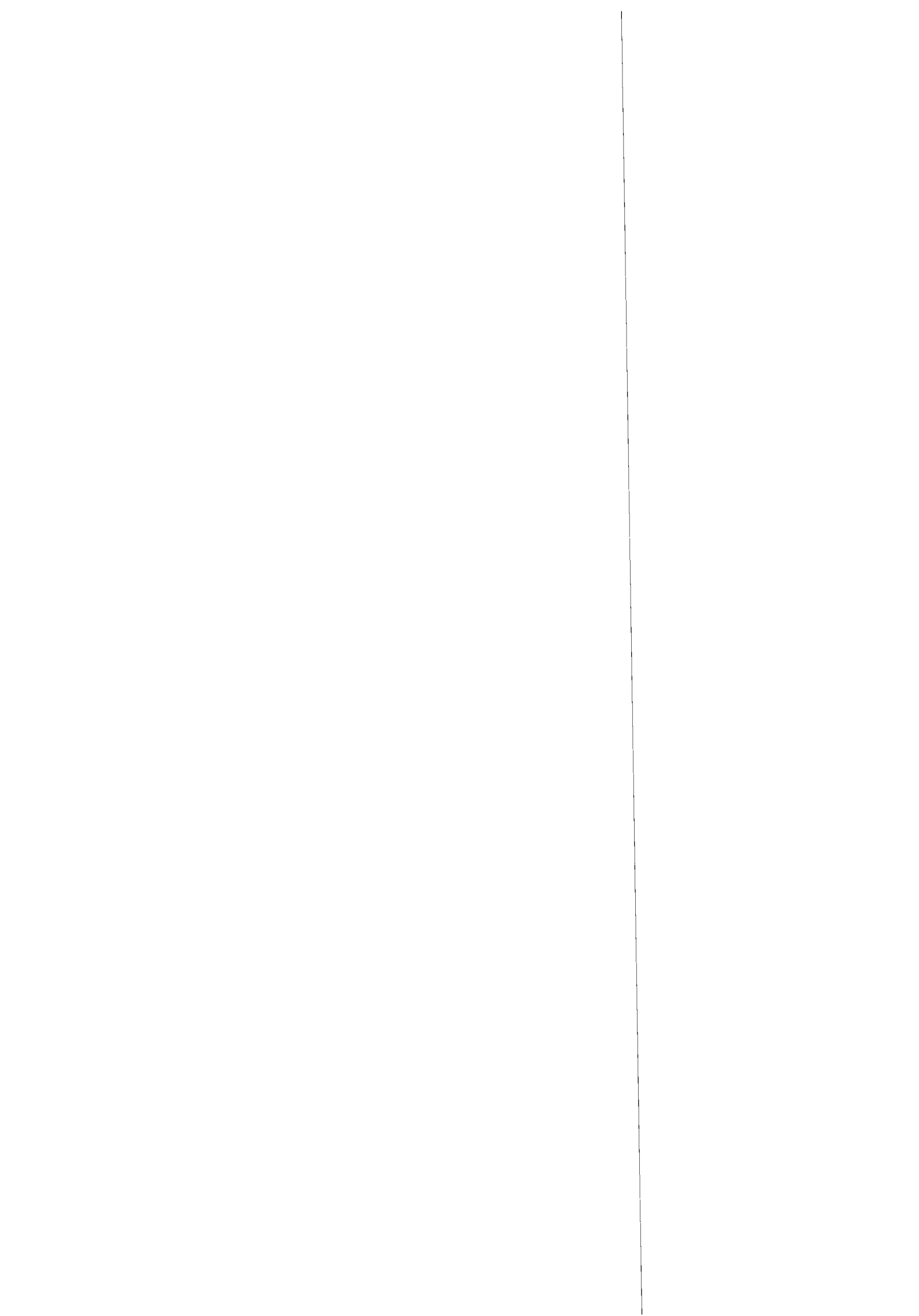


CORIANCE GROUPE, Président
Représentée par Yves LEDERER



CORIANCE, Actionnaire Unique
Représentée par CORIANCE GROUPE
Elle-même représentée par Yves LEDERER





Energie Verte de Val d'Europe

EVVE

Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 150 000 euros

Immeuble Horizon I – 10, allée Bienvenue

93160 Noisy-le-Grand

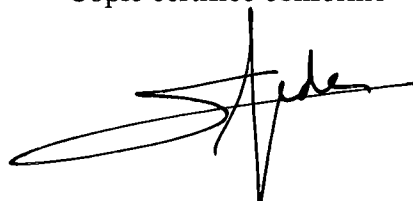
RCS de Bobigny 828 753 806

24247

STATUTS

Statuts mis à jour selon les termes des
décisions de l'Actionnaire unique
du 8 juin 2022

Copie certifiée conforme



CORIANCE GROUPE, Président
Elle-même représentée par M Yves
Lederer,

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE OBJET - DUREE

Article 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : « Energie Verte de Val d'Europe »
Par abréviation : « **EVVE** »

Sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

Les mêmes documents doivent aussi porter les mentions du siège social, du numéro d'immatriculation et de l'indication du greffe où elle est immatriculée.

Article 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Immeuble Horizon I, 10, allée Bienvenue à Noisy-le-Grand (93160).

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président, et en tout autre lieu par décision du ou des associés.

Article 4 - OBJET

La Société a pour objet :

- l'exécution de la délégation de service public relative à la production, au transport et à la distribution d'énergie calorifique sur le réseau de la communauté d'agglomération Val d'Europe Agglomération,
- le tout directement ou indirectement, par voie de prises de participations sous forme de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits,

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

Article 5 - DUREE

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans, à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision du ou des associés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Article 6 – APPORTS

Au titre de la constitution de la Société, l'associé unique a fait l'apport d'une somme en numéraire d'un montant total de cent cinquante mille euros (150 000 €), intégralement souscrite et libérée, ainsi que l'atteste le certificat de la banque BNP Paribas, Centre d'Affaires La Défense Entreprises, 5 bis place de La Défense - 92974 Paris La Défense Cedex, dépositaire des fonds.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Société est fixé à cent cinquante mille euros (150 000 €),

Il est divisé en 15 000 actions de 10 euros chacune, intégralement souscrites et libérées en totalité par l'associé unique lors de la constitution de la Société.

Article 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

8.1. Le capital social ne peut être augmenté ou réduit que par décision du ou des associés.

8.2. L'augmentation du capital social peut être réalisée aux conditions et selon les modalités prévues par les présents statuts et par le Code de commerce.

Le ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, une augmentation de capital immédiate ou à terme, une émission de toutes ou d'une catégorie de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité de capital de la Société, d'en fixer le ou les montants et les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

8.3. La réduction du capital social peut être décidée par le ou les associés, notamment pour cause de perte ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves prescrites par la loi.

En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés. La réduction du capital est effectuée aux conditions et selon les modalités prévues au Code de commerce.

Article 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément aux textes applicables aux sociétés par actions non admises aux négociations sur un marché réglementé.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

10.1. Toute action, outre le droit de vote qui lui est attaché, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

10.2. Le ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leur apport.

10.3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique choisi d'un commun accord.

10.5. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

10.6. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Article 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions de la Société sont librement négociables. En cas d'augmentation du capital, les actions nouvelles de la Société sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions de la Société demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre côté paraphé tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements de titres »

TITRE III

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE
CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 12 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

12.1. Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique (éventuellement salariée) ou morale, associée ou non de la Société.

Le Président est désigné par décision du ou des associés dans les conditions fixées par les présents statuts.

Lorsque le Président est une personne morale, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles ou pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

12.2. Durée des fonctions

La durée du mandat du Président est fixée par décision du ou des associés. Il peut s'agir d'une durée déterminée ou d'une durée indéterminée. Le Président est toujours renouvelable dans ses fonctions.

Les fonctions de Président prennent fin soit par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination, soit par sa démission soit par sa révocation. Il est précisé que lorsque le Président est désigné pour une durée déterminée, son mandat prend fin à l'issue de l'assemblée générale ou de la décision de l'associé unique ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé au cours duquel expirent ses fonctions.

La révocation du Président peut intervenir, à tout moment, sans avoir à être justifiée par un motif quelconque et sans préavis, par décision du ou des associés. La révocation ne donne droit à aucune indemnité.

En outre, le Président est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

12.3. Rémunération

Le Président peut être rémunéré ou non pour l'accomplissement de sa mission.

La décision de rémunérer le Président est prise, le cas échéant, par décision du ou des associés.

Le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement engagés dans l'intérêt de la Société et sur présentation de justificatifs.

12.4. Pouvoirs

Le Président dirige et administre la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom et dans l'intérêt de la Société, dans la limite de l'objet social et dans le respect de la loi, des règlements en vigueur et des présents statuts.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à la collectivité des associés ou à l'associé unique et dans la limite de l'objet social, il traite toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concernent.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Article 13 - CONVENTIONS AVEC LA SOCIETE

13.1. Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et ses dirigeants ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article L.227-10 dudit Code.

Si la Société comporte plusieurs associés, le Président doit aviser le commissaire aux comptes de ces conventions, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés (en ce compris l'associé intéressé à la convention) statuent chaque année sur ce rapport lors de la décision d'approbation des comptes.

13.2. Si la Société comporte un associé unique, les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et ses dirigeants, devront simplement être mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Lorsque l'associé unique n'est pas dirigeant de la Société, les conventions autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues, directement ou par personne interposée, entre l'associé unique et la Société sont soumises à l'approbation de l'associé unique statuant sur le rapport du commissaire aux comptes.

13.3. Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions visées aux articles 13.1 et 13.2 ci-dessus portant sur des opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

13.4. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour les Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

13.5. Enfin, à peine de nullité de la convention, il est interdit aux dirigeants de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un

découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des dirigeants, ainsi qu'à toute personne interposée.

Toutefois, cette interdiction n'est pas applicable lorsque les dirigeants sont des personnes morales.

Article 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sous réserve des dispositions des articles L.227-9-1 et R.227-1 du Code de Commerce, le ou les associés désignent, pour la durée de six exercices, dans les conditions et avec la mission fixée par le Code de commerce, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Article 15 – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits prévus par les articles L. 2323-62 et suivants du Code du travail auprès du Président de la Société.

TITRE IV

DECISIONS DU OU DES ASSOCIES

Article 16 - DECISIONS DU OU DES ASSOCIES

16.1. Objet

Le ou les associés sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social (sous réserve des éventuelles délégations qui peuvent être consenties dans les conditions prévues par la loi) ;
- Emission d'emprunts obligataires, d'obligations convertibles ou remboursables en actions ou avec bons de souscription et plus généralement de toutes valeurs mobilières pouvant donner accès au capital ou aux droits de vote de la Société ;
- Approbation d'une fusion, d'une absorption, d'un apport partiel d'actifs ou d'une scission concernant la Société ;
- Dissolution de la Société ;
- Transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- Nomination, renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Nomination, renouvellement, rémunération, révocation du Président ;
- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;

- Approbation des conventions visées à l'article 13.1 conformément aux dispositions de cet article ;
- Modification des statuts (sauf en cas de transfert de siège social qui peut être une décision du Président conformément aux dispositions de l'article 3 des statuts) ;
- Nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- Prorogation de la Société ;
- Distribution de réserves (y compris provenant de toute prime) et incorporation au capital de réserves ou de primes ;
- toute opération de rachat par la Société de toutes actions, titres de capital ou autres valeurs mobilières émis par la Société ;
- Plus généralement, les décisions relevant impérativement de la compétence du ou des associés par application des dispositions du Code de commerce.

Toute autre décision relève du pouvoir du Président.

16.2. Condition de quorum et de majorité à réunir en cas de pluralité d'associés

16.2.1. Les décisions qualifiées d'ordinaire, à l'exception de celles devant être adoptées à l'unanimité comme indiqué à l'article 16.2.3 ci-après, sont prises à la majorité simple des voix dont disposent tous les associés.

Les décisions qualifiées d'extraordinaire, à l'exception de celles devant être adoptées à l'unanimité comme indiqué à l'article 16.2.3 ci-après, sont prises à la majorité des 2/3 des voix dont disposent tous les associés.

16.2.2. Toute décision n'est valablement prise, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent plus de la moitié des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation, aucun quorum n'est requis.

16.2.3. Les décisions suivantes requièrent l'unanimité des associés de la Société :

- Dissolution de la Société ;
- Transformation en une société d'une autre forme ;
- Nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés (comme la décision d'augmentation de capital par majoration du montant nominal des actions lorsqu'elle n'est pas réalisée par incorporation des réserves, bénéfices ou primes d'émission) ;
- L'adoption ou la modification d'une clause statutaire relative à la nécessité d'un agrément de la Société en cas de cession d'actions, à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'exclusion des associés, aux règles particulières en cas de changement de contrôle d'une société associée ; et
- De manière générale toute décision requérant l'unanimité des associés d'une société par actions simplifiée conformément au Code de commerce.

Article 17 – FORMES DES DECISIONS ET DELAIS DE CONVOCATION

17.1. Assemblée Générale ou consultation écrite des associés en cas de pluralité d'associés

Les décisions collectives des associés sont prises en Assemblée Générale ou par consultation écrite. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé.

Par exception à ce qui précède, la réunion d'une Assemblée Générale est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes sociaux.

a/ Assemblée Générale des associés

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président ou par le Commissaire aux comptes dans les conditions fixées à l'article R.225-162 du Code de Commerce (la référence au conseil d'administration s'appliquant mutatis mutandis au Président de la Société).

La convocation des associés est faite par tous moyens cinq jours au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale : elle indique la date et le lieu de l'Assemblée Générale ainsi que l'ordre du jour sur lequel les associés sont appelés à statuer.

L'Assemblée Générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu, suivant les indications figurant dans la convocation.

Il est toutefois précisé que la convocation écrite n'est pas requise si tous les associés sont présents ou représentés.

Tout associé peut, à défaut de participer personnellement à l'Assemblée Générale, choisir entre l'une des deux formules suivantes :

- donner une procuration à un associé ; ou
- adresser à la Société une formule de vote par correspondance indiquant, pour chaque résolution, le sens de son vote.

En outre et s'il en est ainsi décidé par l'auteur de la convocation, tout associé pourra participer et voter à l'assemblée par visioconférence ou tout autre moyen de communication permettant son identification, en ce compris la conférence téléphonique. Ledit associé sera alors réputé présent à l'Assemblée Générale.

L'Assemblée est présidée par le Président ou à défaut par l'associé présent ou représenté détenant le plus grand nombre d'actions sous réserve qu'il accepte cette fonction.

A chaque Assemblée, il est tenu une feuille de présence, et toute délibération de l'Assemblée est constatée par un procès-verbal qui mentionne, sous la responsabilité du président de séance, les éléments nécessaires à l'information des associés et des tiers et notamment le sens du vote, intervenu résolution par résolution. Le procès-verbal est signé par le président de séance.

b/ Consultation écrite des associés

En cas de consultation écrite, chaque associé reçoit, outre les documents nécessaires à son information préalable, un bulletin de vote par correspondance qu'il devra retourner par lettre

recommandée avec accusé de réception, dûment complété, daté et signé, dans les délais et conditions indiquées sur le bulletin.

17.2. Décisions de l'associé unique

Dans le cas où la Société ne comprend qu'un seul associé :

- (i) celui-ci est convoqué par le Président ou par le Commissaire aux Comptes, conformément aux dispositions de l'article R.225-162 du Code de Commerce, pour statuer sur un ordre du jour déterminé ou ;
- (ii) celui-ci peut, à tout moment, prendre toute décision de sa compétence, sous réserve d'en avertir préalablement le Président de la Société et le commissaire aux comptes, avec le cas échéant un préavis suffisant, qui ne saurait être supérieur à cinq (5) jours (sans préjudice toutefois des dispositions légales ou réglementaires pouvant imposer un délai plus long), pour permettre la préparation et la communication des rapports, avis, observations ou informations requises ou prévues par le Code de commerce ou par les présents statuts.

Dans l'hypothèse visée au point (i), la convocation de l'associé unique est faite par tous moyens cinq jours au moins avant la date de prise de décisions : elle indique l'ordre du jour sur lequel l'associé unique est appelé à statuer.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Toute décision de l'associé unique est constatée par un procès-verbal ou dans un acte qui mentionne le texte des décisions prises par l'associé unique. Ce procès-verbal ou cet acte est signé par l'associé unique et le Président.

17.3. Dispositions communes

Les procès-verbaux et actes visés aux articles 17.1. et 17.2. sont conservés sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé.

Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par le Président.

Article 18 – DROIT D'INFORMATION DU OU DES ASSOCIE(S)

Lors de toute consultation du ou des associé(s), la Société doit mettre à la disposition du ou des associés, au siège social de la Société, le texte des décisions/résolutions soumises à son/leur approbation ainsi que les documents et informations nécessaires pour lui/leur permettre de se prononcer en connaissance de cause sur le texte desdites décisions/résolutions et en particulier les rapports du Président de la Société, du commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, dans les cas où le Code de commerce impose leur préparation.

Dans le cas où la consultation du ou des associés nécessite la présentation d'un rapport du commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, le droit de communication du rapport du commissaire aux comptes ou du commissaire nommé spécialement s'exerce dans les délais fixés par le Code de commerce.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice commencera lors de l'immatriculation de la Société et se terminera le 31 décembre 2017.

Article 20 - ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président dresse l'inventaire des différents éléments de l'actif et du passif existant à la clôture de l'exercice et établit les comptes annuels de l'exercice (comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe).

Conformément à l'article L.232-1 du Code de commerce, lorsque la Société est une petite entreprise au sens des articles L.123-16 et D.123-200, 2° du Code de commerce, elle est dispensée de l'obligation d'établir un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, le ou les associés doivent statuer sur l'approbation des comptes annuels, au vu des rapports du ou des commissaires aux comptes et le cas échéant, du rapport de gestion relatif à la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture et la date à laquelle il est établi. Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de la décision du ou des associés visée à l'alinéa précédent.

Article 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

21.1. Chaque action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves sociales ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

21.2. Sur les bénéfices de chaque exercice, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le solde des bénéfices, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, le ou les associés décident de sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

21.3. La décision du ou des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision du ou des associés peut ouvrir, pour tout ou partie des dividendes mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, selon les conditions fixées par la loi.

Un acompte à valoir sur le dividende en numéraire ou en actions d'un exercice peut être mis en distribution dans les conditions prévues à l'article L. 232-12 du Code de commerce et à l'article R.232-17 du Code de Commerce, étant observé que les attributions dévolues au conseil d'administration sont exercées par le Président de la Société.

TITRE VI

DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIETE

Article 22 – PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs de la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter le ou les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Article 23 - DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par le Code de commerce et notamment :

- par l'expiration de sa durée ;
- en cas de réalisation ou d'extinction de l'objet social ;
- ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision du ou des associés.

La décision du ou des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Le ou les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

TITRE VII
CONTESTATIONS

Article 24 – CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront jugées conformément à la loi et soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.

